Le Monde Français du Dix- Huitième Siècle

Volume 4, Issue-numéro 1 2019

Dossier « Transferts et confrontations
transatlantiques »

Le recours à l'Angleterre dans les débats publics en France (1789-1793)

Pascal Dupuy, Université de Rouen
pascal.dupuy@univ-rouen.fr

DOI: 10.5206/mfds-ecfw.v4i1.8394

Le recours à l'Angleterre dans les débats publics en France (1789-1793)

A la fin du XVIII^e siècle, la Grande-Bretagne représente pour la partie cultivée de la population française un pays à la fois fascinant et repoussant. Depuis un siècle, des rapports de forces tendus ont fait naître chez les deux Etats voisins, mais concurrents, des sentiments d'admiration et d'aversion, exacerbés par les rivalités économiques, commerciales ou coloniales, politiques, militaires ou diplomatiques. Malgré tout, les années 1785-89 ont paru atténuer partiellement l'amertume engendrée par les nombreux conflits antérieurs qui avaient opposé les deux nations, depuis le début de la guerre de la Ligue d'Augsbourg en 1688. Le traité de commerce Eden-Rayneval¹, signé le 26 septembre 1786, donna une nouvelle impulsion aux relations entre les deux pays, dans la mesure où il fut envisagé afin de mettre un terme à quatre-vingt années de guerre « économique, de protectionnisme et de contrôle des échanges » en combattant « la contrebande » et en installant enfin « une paix durable entre les deux ennemis d'hier² ». Malgré tout, les

¹ Dans ce domaine la bibliographie est abondante : Mary M. Donaghay, *The Anglo-French Negotiations of 1786-1787* (thèse non publiée, University of Virginia, 1970). Voir également du même auteur, « Calonne and the Anglo-French Commercial Treaty of 1786 », *Journal of Modern History*, 50 (1978) suppl., pp. 1157-1184; « The Maréchal de Castries and the Anglo-French Commercial Negotiations of 1786-1787 », *Historical Journal*, 22 (1979), pp. 295-312; « The Ghosts of Ruined Ships : The Commercial Treaty of 1786 and the Lessons of the Past », éd. Parker, Harold T., Louise Salley Parker & William M. Reddy, *Proceedings of the Consortium on Revolutionary Europe* (Athens, GA: Consortium on Revolutionary Europe, 1981), pp. 111-18; « Textiles and the Anglo-French Treaty of 1786 », *Textile History*, 13 (1982), pp. 205-24; « The best laid plans : French Execution of the Anglo-French Commercial treaty of 1786 » *European History Quarterly*, 14, 1984, pp. 401-422, <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/026569148401400402>; « A propos du traité commercial franco-anglais de 1786 », *Revue d'Histoire Diplomatique*, 101 (1987), pp. 371-374; « The Exchange of Products of the Soil and Industrial Goods in the Anglo-French Commercial Treaty of 1786 », *Journal of European Economic History*, 19.3 (1990), pp. 377-401; « The Vicious Circle : The Anglo-French Commercial Treaty of 1786 and the Dutch Crisis of 1787 », *Consortium on Revolutionary Europe. Proceedings* 1989, pp. 447-56; « Trust misplaced : Anglo-French Relations after Vergennes », communication non publiée, *Annual meeting of the Southern Historical Association at Orlando*, Floride, 11-13 novembre 1993; O. Browning, « The Treaty of Commerce between England and France, 1786 », *Transactions of the Royal Historical Society*, new ser., 2 (1885), pp. 349-364; John Ehrman, *The British Government and Commercial Negotiations with Europe 1783-93* (Cambridge: Cambridge UP, 1962) ; Camille Bloch, « Le Traité de commerce de 1786 entre la France et l'Angleterre », *Etudes sur l'histoire économique de la France 1760-1789* (Paris: Picard et fils, 1900), pp. 239-69; F. Dumas, *Etude sur le traité de commerce de 1786 entre la France et l'Angleterre* (Toulouse: Privât, 1904); Reginald E. Rabb, *The role of William Eden in William Pitt's Liberal Trade Policy* (New York, 1942); J. Holland Rose, « The Franco-British Commercial Treaty 1786 », *English Historical Review*, 23 (1908), pp. 709-724; Charles Schmidt, « La crise industrielle de 1788 en France », *Revue Historique*, 97, janvier-avril 1908, pp. 78-94; W. Bowden, « The English Manufacturers and the Commercial Treaty with France », *American Historical Review*, 25 (1919), pp. 18-35; L. Cahen, « Une Nouvelle Interprétation de traité franco-anglais de 1786-1787 », *Revue Historique*, 185 (1939), pp. 271-285; W. O. Henderson, « The Anglo-French Commercial Treaty of 1786 », *Economic History Review*, 2nd ser., 10 (1957-1958), pp. 104-112; Orville T. Murphy, « Dupont de Nemours and the Anglo-French Commercial treaty of 1786 » *Economic History Review*, 19.3, 1966, pp. 568-580; J. Kelly, « The Anglo-French Commercial Treaty of 1786 : The Irish Dimension », *Eighteenth-Century Ireland*, 4 (1989), pp. 93-112. Voir également les communications centrées sur Vergennes dans *Proceedings of the Consortium on Revolutionary Europe* (Athens, Georgia, 1981), pp. 98-130, dans *Revue d'Histoire Diplomatique*, 1987, 101, n° 3-4 et Mary M. Donaghay, « Vergennes and the Anglo-French Commercial Treaty of 1786 », communication non publiée, *Annual meeting of the Society for French Historical Studies*, Columbia, SC, 1988. Orville T. Murphy, « The Fatal Anglo-French (Eden) Commercial Treaty of 1786 », *The Diplomatic Retreat of France and Public Opinion on the eve of the French Revolution* (Washington D.C.: The Catholic University of America Press, 1998), pp. 63-79; Jeff Horn, *The Path Not Taken. French industrialization in the age of Revolution, 1750-1830* (Cambridge, Mass.: The MIT Press, 2006); Jean-Pierre Jessenne, Renaud Morieux et Pascal Dupuy (dirs.), *Le négoce de la paix. Les nations et les traités franco-britanniques (1713-1802)* (Paris : SER, 2008).

² Renaud Morieux, *Une mer pour deux royaumes. La Manche, frontière franco-anglaise (XVII^e-XVIII^e siècles)* (Rennes : PUR, 2008), p. 62 (en anglais, Cambridge : Cambridge University Press, 2016).

réactions à l'application du traité montrent bien qu'en France, l'Angleterre reste une nation dont on mesure la force avec un certain degré d'admiration, mais non sans crainte. Ce sont ces sentiments mêlés que nous souhaiterions ici aborder à partir de l'analyse des références à l'Angleterre, sa société et son régime politique, à travers une lecture des *Archives Parlementaires* françaises entre le 17 juin 1789 et le 1^{er} février 1793, soit du moment de l'apparition d'un régime représentatif national et non plus seulement monarchique, à la déclaration de guerre entre la République française et la Couronne d'Angleterre. Cet examen s'est révélé très riche en occurrences, plusieurs centaines³, dont la moitié aborde les questions d'ordre politique, puis principalement celle des finances et de la fiscalité (15%), puis les affaires militaires (13%), enfin les domaines de la justice et du commerce (13%). Si l'écrasante majorité s'attache au domaine politique, à une époque où la France cherche à établir et à fonder un nouveau régime, on constate néanmoins que ce « recours à l'Angleterre » nourrit une rhétorique présente dans toutes les discussions et réflexions des représentants de la France en révolution. En effet, l'exemple britannique ne se limite pas à un domaine singulier ou privilégié, mais apparaît dans les discours comme une figure naturellement offerte pour pousser le débat en matière de finances publiques, de commerce, d'organisation des pouvoirs, de réforme judiciaire, sans parler de l'évocation directe de l'histoire des îles britanniques, des lois ou du système politique qui la caractérisent.

Cette omniprésence n'est cependant pas distribuée de manière équitable sur l'ensemble de la période prise en considération. Elle est ainsi très intense sous l'Assemblée Constituante, avec près de 70% des interventions et une fréquence de six à sept références mensuelles sur vingt-huit mois. Ensuite, son influence tend à diminuer et même à s'effacer progressivement. L'explication provient du fait qu'avec la fin de l'Assemblée Constituante, les grandes questions d'ordre constitutionnel, c'est-à-dire celles qui se référaient régulièrement au modèle anglais, disparaissent des débats. Cette respiration indique également que le référentiel va s'emparer de quelques thèmes plus précis, liés aux circonstances et à l'évolution des rapports de forces internes et extérieurs, plutôt qu'aux questions de fond qui occupaient l'Assemblée précédente. Toutefois pour une grande majorité des députés, au-delà de leurs convictions idéologiques et politiques, il s'agissait, à la suite d'un mouvement initial de sympathie, de ressusciter ou de maintenir la force d'un courant anglophobe apte à faire face aux exigences révolutionnaires intérieures et au contexte politique et diplomatique du moment. L'anglophobie fut particulièrement vive sous la Convention et pendant le temps du régime de « salut public », comme les travaux de Sophie Wahnich⁴ l'ont mise en lumière. Nous allons donc nous efforcer, à partir d'éléments éclairants, d'évaluer l'influence ou le rejet du modèle anglais sur l'imaginaire et l'action des hommes de la Révolution, en scindant notre propos en trois parties, portant successivement sur l'état des relations franco-britanniques avant la Révolution comme facteur objectif de représentation, l'utilisation de l'Angleterre comme modèle ou contre-exemple, enfin une dernière partie s'intéressera uniquement aux références économiques et financières nourries par la référence constante à l'Angleterre.

I. Les relations franco-britanniques avant la Révolution française

Comme on le sait, la culture française exerçait dans la seconde partie du XVIII^e siècle, une profonde influence sur l'ensemble des élites éduquées européennes. Et beaucoup de commentateurs anglais reconnaissaient ouvertement cette puissance

³ Nous avons repris partiellement une première analyse réalisée dans le cadre d'un mémoire de maîtrise soutenu sous notre direction, Clément Podeur, *La référence à l'Angleterre dans les débats législatifs*, Université de Rouen, 2008.

⁴ Sophie Wahnich, *L'impossible citoyen. L'étranger dans le discours de la Révolution française* (Paris : Albin Michel, 1997), pp. 318-324.

d'attraction sur le mouvement de la société britannique elle-même⁵. Cet intérêt se manifestait par l'importation d'un nombre impressionnant de tableaux, de meubles ou de porcelaine et de divers objets marchandisés venus de France. Les musiciens et les acteurs français se rendaient souvent dans les théâtres londoniens où les pièces de Racine, Corneille ou Molière étaient régulièrement à l'affiche. Et, bien sûr, l'élite sociale britannique employait une nombreuse domesticité venue du continent et un nombre presque aussi important de graveurs, décorateurs, architectes, coiffeurs ou cuisiniers originaires de France, tandis que des manuscrits venus de l'hexagone étaient publiés en Grande-Bretagne, soit dans leur langue originelle, soit dans des traductions anglaises. Les grands penseurs français du temps, Voltaire ou Montesquieu évidemment, recueillaient l'admiration des auteurs et penseurs britanniques, ces derniers s'efforçant de les rencontrer en personne sur le sol britannique ou sur le continent⁶. Les séjours en France, à travers le *Grand Tour*⁷, étaient d'ailleurs, depuis le XVII^e siècle, très fréquents parmi les élites sociales et intellectuelles anglaises, mais aussi, depuis le milieu du XVIII^e siècle, auprès d'un nombre croissant d'individus plus ou moins fortunés issus des classes moyennes non aristocratiques qui, en se rapprochant intimement des Français et des Françaises ou en fréquentant les salons les plus en vue de Paris, espéraient améliorer leur connaissance de la langue française parlée⁸, acquérir et imiter la culture artistique, les convenances sociales ou les modes et goûts du moment, toutes ces pratiques mondaines relevant de l'étiquette parisienne ou versaillaise que l'aristocratie française était réputée posséder et déployer avec la plus grande dextérité.

Dans le même temps, cette admiration profonde pour la culture française, partagée par une majorité de l'élite culturelle et sociale britannique, nourrissait un sentiment profond d'infériorité culturelle pouvant se muer en ressentiment parmi la masse du peuple britannique qui avait de bonnes raisons de craindre les Français et souhaitaient exalter les vertus et les mérites de leur propre nation. Des attitudes hostiles à quelques aspects de la culture française se répandirent simultanément en augmentant tout au long du siècle, parallèlement au développement de la puissance militaire et navale de la monarchie française devenue menaçante et à même de permettre à la concurrence coloniale française de pouvoir contester l'hégémonie commerciale britannique. L'inquiétude qui voulait que la France soit en mesure d'anéantir la prospérité économique britannique, d'envahir le pays et de renverser son système politique provoqua des réactions patriotiques aigües en Grande-Bretagne⁹. Lorsque ces craintes atteignirent un niveau particulièrement élevé,

⁵ Sur ces points, on se reportera aux chapitres III et IV de notre ouvrage en collaboration avec Harry T. Dickinson : *Le temps des cannibales. La Révolution française vue des îles britanniques* (Paris : Vendémiaire, 2019).

⁶ A. Ballantyne, *Voltaire's Visit to England, 1726-9* (London : John Murray, 1893) ; J. C. Collins, *Voltaire, Montesquieu and Rousseau in England* (London : Eveleigh Nash, 1908) ; Norman L. Torrey, *Voltaire and the English Deists* (New Haven: Yale University Press, 1930; reprint Archon Books, 1967) ; R. B. Oake, « Montesquieu and Hume », *Modern Language Quarterly*, vol. 2, 1941, pp. 25-41 et pp. 225-248; F.T.H. Fletcher, *Montesquieu and English Politics, 1750-1800* (London: Edward Arnold and Company, 1939); Cecil Patrick Courtney, *Montesquieu and Burke* (Oxford: Blackwell, 1963); Robert Loyalty Cru, *Diderot as a Disciple of English Thought* (Columbia, SC: Columbia University Press, 1913 ; reprint 1966) https://archive.org/stream/diderotasdiscipl00crur/diderotasdiscipl00crur_djvu.txt ; Ahmad Gunny, *Voltaire and English Literature* (Oxford: The Voltaire Foundation, 1979); Ursula Haskin Gonthier, *Montesquieu and England: Enlightened Exchanges, 1689-1755* (London : Brookfield, Vt. ; Pickering & Chatto, 2010); Rex A. Barrell, *Bolingbroke and France* (Lanham, MD: University Press of America, 1988) et Deidre Dawson et Pierre Morère (dirs.), *Scotland and France in the Enlightenment* (Lewisburg, PA : Bucknell University Press, 2004).

⁷ Jeremy Black, *The British Abroad. The Grand Tour in the Eighteenth Century* (Stroud: Sutton; New York: St Martin's, 1992).

⁸ Abbé Jean-Bernard Le Blanc, *Letters on the English and French Nations*, 2 vols. (London, 1747), Tome I, pp. 80-92 et Tome II, p.130 [Abbé J. B. Le Blanc, *Lettres d'un François sur les Anglois* (La Haye : Neaulme, 1745)].

⁹ Voir, Linda Colley, *Britons: Forging the Nation 1707-1837* (New Haven et London: Yale University Press, 1992).

comme dans les années 1750-1763, de nombreux anglais des classes moyennes et inférieures de la société reprochèrent à leurs propres élites nobiliaires d'avoir laissé se développer une bien trop grande influence française. Ils avançaient l'idée que l'appétit pour le luxe et la corruption en Grande-Bretagne était encouragé par les Français et partagé par la gentry britannique et que ce goût allait affaiblir la capacité du pays à se défendre, s'il en était un jour besoin, contre la puissance française et une possible invasion des îles britanniques. Au milieu du XVIII^e siècle, on craignait en outre tout particulièrement que la soumission de l'élite du pays à la culture française favorise l'adoption de pratiques politiques « absolutistes » importées de France, aussi aisément que sa mode et sa culture traversaient la Manche. Une foule de commentaires sociaux, politiques et culturels, exprimaient cette inquiétude vis-à-vis de l'influence culturelle d'origine hexagonale qui, en corrompant l'aristocratie du pays, allait fragiliser la prospérité commerciale britannique et ruiner la liberté qui découlait des institutions politiques héritées de la Révolution de 1688. De nombreux écrits insistaient également sur le danger que représentait la mode française qui conduirait à affaiblir et même à « efféminer » l'élite britannique masculine, transformant le pays en une proie sans défense offerte au chasseur d'outre-Manche ! Les Français étaient aussi accusés de répandre la licence, le goût du luxe, du jeu, du duel, du libertinage, de valoriser la duplicité et l'hypocrisie dans l'aristocratie anglaise, mais également par contagion, de corrompre le reste de la population¹⁰.

Du côté français, des préjugés schématiques se manifestent au point de s'incarner en deux opinions opposées cohabitant pendant le demi-siècle qui précède la Révolution française. Une étude récente a ainsi montré, par exemple, que le voyage d'Angleterre au XVIII^e siècle fut pour les voyageurs français le moyen de fabriquer « un laboratoire des idées de son temps » et « un des miroirs dans lesquels la France de l'époque peut se regarder¹¹ ». L'image est éloquente mais, en réalité, de contenu contradictoire selon que l'on se situe dans le sillon des travaux des « philosophes » ou dans le sillage des anti-Lumières. Pour les premiers, à la suite de Montesquieu, de Voltaire et de ses *Lettres philosophiques* (1734), l'Angleterre représente la liberté d'expression, les Anglais pouvant lire et publier sans contrainte¹². L'ensemble de la nation est protégé par la liberté civile, l'*habeas corpus* et par un système judiciaire organisé en jurys, tandis que l'Etat, lui, est soumis à la délibération des représentants élus. L'Angleterre est même selon certains véritablement « républicaine » ! Ainsi, Jean-Louis Delolme, juriconsulte, publiciste et membre du Conseil des Deux-Cents de la République de Genève, dans son ouvrage *La Constitution d'Angleterre* (1771) (dont Robespierre possédait un exemplaire dans sa bibliothèque) estimait que s'il n'était pas possible d'affirmer que les Anglais jouissaient de la liberté, en revanche cette dernière était, selon lui, pratiquement « inscrite » dans leur constitution. A l'inverse, Rousseau ou Mably ne voyaient dans celle-ci que ses limites et même son caractère trompeur, soulignant la corruption du système électoral car leurs choix les portaient vers une démocratie directe, à un renouvellement fréquent des députés et à la théorie du mandat impératif¹³. Ces positions tranchées, on les retrouve aussi dans les sentiments anglophobes et anglophiles qui traversent la société française à la veille de la Révolution française¹⁴. Anglomanie et anglophobie devinrent deux tendances dont les promoteurs s'opposent à

¹⁰ J. Brown, *Estimate of the Manners and Principles of the Time*, 2 vols. (Londres, 1757).

¹¹ Gábor Gelléri, *Philosophies du voyage : visiter l'Angleterre aux 17^e-18^e siècles* Oxford University Studies in the Enlightenment (Oxford: Voltaire Foundation, 2016).

¹² Josephine Grieder, *Anglomania in France, 1740-1789. Fact, Fiction and Political Discourse* (Genève: Librairie Droz, 1985).

¹³ Voir Norman Hampson, *The Perfidy of Albion. French Perceptions of England During the French Revolution* (Londres et New York : MacMillan Press, 1998), pp. 11-13.

¹⁴ Pour une critique de ces notions dualistes, voir Arnault Skonicki, « England, England. La référence britannique dans le patriotisme français au 18^e siècle », *Revue française de science politique*, 59.4, août 2009, pp. 681-700.

coup d'écrits et de « manières anglaises ». Pour les anglophobes, l'anglomanie, comme le souligne en 1772 Rigoley de Juvigny, depuis qu'elle « s'est emparée de nous "renverse" toutes les idées reçues. Les vapeurs de marais d'Albion ont engendré cette épidémie philosophique, qui tue le génie, fait fermenter les esprits, et produit ce goût anti-national, dont les ravages ne sont que trop sensibles¹⁵ ». En fait, l'Angleterre devient le prisme permettant de porter un regard critique, soit laudateur, soit désespéré sur la monarchie française et le « détours par l'Angleterre¹⁶ » un référent essentiel à la naissance du patriotisme en France, quelques décennies avant la Révolution française¹⁷. L'anglophilie était associée au milieu des philosophes, même si nous avons précisé que tous n'y souscrivaient pas, et de manière générale, bénéficiait du soutien des frondeurs du milieu du XVIII^e siècle. Les anglophobes se retrouvaient eux chez les défenseurs de la monarchie absolue, chez les conservateurs et les traditionalistes, et dans le courant des anti-Lumières. Pour les adeptes de ce courant conservateur, anglomanes, philosophes et novateurs n'étaient que les membres d'une même faction souhaitant « effacer l'esprit national¹⁸ ». Ce sont donc des formes de patriotisme, peut-être même de nationalisme avant la lettre et même si l'on doit se méfier de l'emploi de cet énoncé, qui se développent donc des deux côtés de la Manche¹⁹. On en perçoit, par exemple, le spectre par anticipation à travers « la construction de plus en plus fine du concept de frontières et la promotion de la barrière entre les puissances comme élément d'un système de "sécurité collective"²⁰ ». Toutefois, ces volontés rencontrent aussi leurs limites matérielles, comme l'a démontré la thèse de Renaud Morieux²¹ sur la Manche, qui reste une frontière finalement peu étanche tout au long du XVIII^e siècle. Un troisième courant apparaît avec les « Libéraux » (*the Liberals*), ainsi nommés par Frances Acomb dans son étude²². Pour ces derniers qui se réfèrent pourtant et en partie à Rousseau, les institutions britanniques ne sont pas suffisamment républicaines et le Parlement est le lieu de toutes les corruptions du fait de l'action du « parti royal », il est vrai en pleine progression à cette époque²³. John Wilkes incarnait l'exemple vivant de ce combat infructueux pour la liberté²⁴, et l'existence même de deux partis opposés qui monopolisaient la représentation politique était un non-sens, selon les tenants de ces critiques²⁵, dans un pays supposé unanimement « libre ». Certes, en Grande-

¹⁵ Jean-Antoine Rigoley de Juvigny, *Discours sur les progrès des lettres en France* (Paris, 1772), pp. 17-18.

¹⁶ Arnault Skonicki, *op. cit.*

¹⁷ Raymonde Monnier, *Républicanisme, patriotisme et Révolution française* (Paris : L'Harmattan, 2006).

¹⁸ Henriette Louise, baronne d'Oberkirch, *Mémoires...* (Paris : Charpentier, 1853), Vol. II, p. 230.

¹⁹ Voir David A. Bell, *The Cult of the Nation in France. Inventing Nationalism 1680-1820* (Cambridge : Harvard University Press, 2001) ; Edmond Dziembowski, *Un nouveau patriotisme français, 1750-1770 : la France face à la puissance anglaise à l'époque de la guerre de Sept ans* (Oxford : Voltaire Foundation, SVEC, 1998).

²⁰ Marc Belissa, Edmond Dziembowski et Jean-Yves Guiomar, « De la guerre de Sept ans aux révolutions : regards sur les relations internationales », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 349 | juillet-septembre 2007, mis en ligne le 01 septembre 2010, consulté le 27 mars 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11262> ; DOI : 10.4000/ahrf.11262

²¹ Renaud Morieux, *Une mer pour deux royaumes*, *op. cit.*

²² Frances Acomb, *Anglophobia in France, 1763-1789. An Essay in the History of Constitutionalism and Nationalism* (Durham : Duke University Press, 1950).

²³ H.T. Dickinson, « George III and Parliament », *Parliamentary History*, vol. 30, 2011, pp. 395-413 et M.W. McCahill, « Peerage creations and the changing character of the British nobility, 1750-1830 », *English Historical Review*, vol. 96, 1981, pp. 259-284.

²⁴ J. Brewer, *Party ideology and popular politics at the accession of George III* (Cambridge : Cambridge University Press, 1976) ; I. R. Christie, *Wilkes, Wyvill and Reform: The Parliamentary Reform Movement in British Politics, 1760-1785* (Londres : MacMillan, 1962) ; P.D.G. Thomas, *Wilkes: A Friend to Liberty* (Oxford : Oxford University Press, 1996).

²⁵ Dans un violent réquisitoire contre le gouvernement britannique, l'abbé Grégoire, le 4 septembre 1789, explique ainsi : « Les Anglais ne sont pas gouvernés immédiatement par l'autorité arbitraire du Roi et des ministres ; mais par la volonté arbitraire d'un Parlement, dont souvent les membres ont acheté les suffrages des électeurs, et se sont ensuite vendus à la cour. La fameuse élection de Middlessex, M. Wilkes,

Bretagne existait une forme de liberté inédite en France, mais comme l'abbé Sieyès, beaucoup voyaient, par exemple, dans la chambre des Lords, « un monument de superstition gothique », tandis que la chambre des Communes était, toujours selon le même auteur, « mauvaise dans tous ses éléments » tandis que la constitution britannique représentait simplement « un échafaudage de précautions contre le désordre²⁶ », non une saine construction.

Les députés des premières assemblées élues françaises ont été largement influencés par ces débats antérieurs qui se sont déployés au sein du ministère des Affaires étrangères, mais aussi entre hommes de lettres, philosophes, administrateurs éclairés²⁷ et furent marqués par le contexte idéologique qui en a découlé, au moins autant que par les retombées d'un patriotisme économique et commercial en plein développement dans les années 1780²⁸.

II. L'exemple comme preuve et contre-modèle.

Comme de nombreuses études l'ont montré, la référence à l'histoire est une constante du discours philosophique au XVIII^e siècle et devient inévitablement un invariant de la rhétorique révolutionnaire. Dans cette configuration, les hommes de 89²⁹ l'utilisent dans un sens proche de « l'expérience », selon l'une des définitions qu'en donne l'abbé Jean-François Péraux (1725-1807) dans son *Dictionnaire critique de la langue française* publié en 1787, soit un grand bagage utile « pour exprimer la connaissance des choses acquises par un long usage³⁰ ». L'histoire et l'expérience sont des sources de connaissances supposées et d'informations utiles dont les orateurs nourrissent leurs propos en se fondant sur des faits considérés comme avérés. Dans la grande majorité des cas qui nous intéressent ici, l'histoire ou l'expérience donnent le moyen de juger des pratiques d'un pays dans un domaine particulier. Et dans ce cadre, la référence à l'Angleterre devient une sorte de préalable, une étape discursive nécessaire avant d'entamer l'examen des choses ou d'exposer ses réflexions sur une question neuve. Ainsi l'abbé Jean-Siffrein Maury, l'un des députés les plus loquace de la Constituante³¹, dans un discours visant à s'opposer à l'admission au rang de citoyens actifs des hommes libres de couleur, appelle l'Assemblée à repousser les théories abstraites, à s'enquérir des expériences étrangères et en particulier anglaises dans ce domaine :

Au lieu de nous envelopper ici des nuages d'une obscure métaphysique, sortons à présent de cette enceinte. Allons parcourir les gouvernements les plus libres de l'univers ; et voyons, à la clarté du fanal que je viens d'allumer devant vous, si le principe de droit public que j'invoque avec tant d'assurance, a reçu son application chez les différents peuples qui nous ont donné de si utiles leçons, et de si grands exemples dans la carrière de la liberté où ils nous ont précédés avec autant de sagesse que de gloire.³²

élu et rejeté trois fois, ensuite admis quelques années après, ne prouve que trop l'influence corruptrice du ministère ». *Archives Parlementaires (A. P.)*, Tome VIII, page 567.

²⁶ Abbé Sieyès, *Qu'est-ce que le Tiers Etat?* (Paris, 1788), Chapitre IV, § 6

²⁷ Arnault Skonicki, *op. cit.*

²⁸ Philippe Minard, « "France colbertiste" versus Angleterre "libérale" ? Un mythe du 18^e siècle », dans Jean-Philippe Genet, François-Joseph Ruggiu (dirs.), *Les idées passent-elles la Manche ? Savoirs, représentations, pratiques*, (Paris : Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2007), pp. 97-209.

²⁹ Voir Timothy Tackett, *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires* (Paris : Albin Michel, 1997) et Edna Hindie Lemay, Alison Patrick et Joël Félix, *Revolutionaries at Work. The Constituent Assembly, 1789-1791* (Oxford : Voltaire Foundation, 1996).

³⁰ *Dictionnaire critique de la langue française*, Marseille, 1787, Tome second, p. 197.

³¹ Voir Edna Hindie Lemay, *Dictionnaire des Constituants*, *op. cit.*, Tome 2, pp. 645-648.

³² Maury, 13 mai 1791, *Archives Parlementaires (A. P.)*, Tome XXVI, p. 53.

De même, lors d'un débat sur le système judiciaire que la Révolution doit offrir à la France, Adrien-Jean François Duport, admirateur de Blackstone, comme d'ailleurs beaucoup de ses collègues, figure du parti Feuillant et adversaire en 1789 de la monarchie absolue³³, met en lumière l'utilité d'un « [...] rapprochement fort court des idées que l'on s'est formé dans les pays les plus éclairés sur la question présente, relativement à son importance et à la facilité de son exécution » et recourt ainsi par la suite à l'exemple des Etats-Unis d'Amérique et de l'Angleterre³⁴. Le 14 avril 1791, Pierre-Victor Malouet³⁵, représentant emblématique du parti « monarchien », met en garde lui aussi ses collègues contre toutes réflexions qui ne prendraient pas appui sur l'expérience : « Les exemples de l'Angleterre, de la Hollande, leurs institutions navales doivent avoir pour vous plus d'autorité que les discours de vos orateurs³⁶ ». Dans une intervention portant sur la régence et ses formes à adopter pour la France, l'abbé Maury, encore, fait de la connaissance de l'expérience et des pratiques anglaises une nécessité indispensable : « Parlons donc avec de justes égards de ce peuple aîné de la liberté ; de ce peuple qui, le premier, a su conquérir, assurer et limiter sa liberté ; de ce peuple qui, par un heureux instinct, a deviné dans ce genre les plus hautes conceptions du génie ; de ce peuple dont le gouvernement est le chef d'œuvre de la sagesse humaine³⁷ ». Mais au-delà de cette fonction rhétorique et apologétique, l'expérience historique de l'Angleterre s'affirme rapidement comme un argument de poids dans les débats de l'Assemblée, certains députés l'utilisant surtout comme preuve irréfutable de la viabilité de leur point de vue !

Autre remarque préalable qui fait suite à la tirade de l'abbé Maury, et alors que la Révolution française en est encore à ses balbutiements, l'antériorité du régime de « liberté » en Angleterre et le fait que celle-ci se soit maintenue depuis des décennies, suscite l'admiration de nombreux députés et explique leur volonté de connaître, comment, dans les faits et dans la pratique, l'Angleterre voisine a pu assurer et garantir objectivement la pérennité des principes de sa Constitution. Il n'est donc pas étonnant que le thème de la supériorité de l'expérience politique anglaise soit également exposé largement par les partisans de l'instauration d'une monarchie inspirée directement du modèle britannique, la longévité de ses institutions devenant l'un de leurs arguments majeurs. Ainsi Jean-Joseph Mounier, avocat, député du Dauphiné et passionné par la lecture des débats de la chambre des Communes et des Lords³⁸, alors qu'il défend le principe du veto absolu, critique le jugement, trop hâtif et radical selon lui, que l'Assemblée porte sur le système politique anglais et insiste sur le risque qu'elle court de tomber dans des dispositions des « plus funestes³⁹ », alors qu'elle ne lui « restait qu'à consulter les leçons de l'expérience, à ne pas dédaigner les exemples de l'histoire, à nous contenter de ce qui peut assurer la liberté personnelle, la jouissance paisible de toutes les propriétés⁴⁰ ». Le député de la noblesse aux Etats Généraux, Gérard de Lally-Tollendal, d'origine irlandaise jacobite et à qui Burke⁴¹ s'adressera dans ses *Réflexions*, traduit le même sentiment :

Les Anglais, c'est-à-dire le peuple du monde entier qui entend le mieux la science du gouvernement, je ne crains pas de le dire, j'avais besoin de le dire, et lorsque nous naissons à peine à cette science, en

³³ Voir sa notice in Edna Hindie Lemay, *Dictionnaire des Constituants, op. cit.*, Tome 1, pp. 317-319.

³⁴ Duport, 29 mars 1790, *A. P.*, Tome XII, page 428

³⁵ R. Griffiths, *Le centre perdu. Malouet et les monarchiens dans la Révolution française* (Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 1988).

³⁶ Malouet, 14 avril 1791, *A. P.*, Tome XXV, page 90

³⁷ Maury, 19 avril 1790, *A. P.*, Tome XIII, page 111

³⁸ Voir F. Vermale, « Les années de jeunesse de Mounier (1758-1787) » *Annales Historiques de la Révolution française*, février 1939, pp. 1-24.

³⁹ Mounier, 4 septembre 1789, *A. P.*, Tome VIII, p. 558.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ Edmund Burke, *Reflections on the Revolution in France* (Londres, 1790).

vérité il y a trop de témérité à nous de prétendre rabaisser ceux que des siècles de méditation et d'expérience ont éclairés, et que la nature n'a pas doués inégalement entre tous les hommes de la faculté de penser et de recueillir.⁴²

Cette thèse de la supériorité, ou du moins de l'antériorité expérimentale de la monarchie britannique dans le domaine des affaires publiques, est caractéristique d'un discours fondé sur l'expérience comme savoir légitime qui conduit à exalter la viabilité et la générosité d'un système qui s'est maintenu durant des décennies sans que le peuple anglais, pourtant célèbre pour ses impulsions insurrectionnelles (les *Gordon Riots*⁴³ en avaient encore récemment apporté la preuve), ne s'y oppose ou ne s'en émeuve. D'une certaine manière, c'est ici un discours conservateur qui exalte la tradition, même si l'exemple en vient de l'étranger. Indirectement, ce raisonnement retrouve les *Réflexions* de Burke et son argumentaire contre une Révolution française illégitime en soi en raison de son caractère novateur, violent, abrupt et ne reposant pas sur une reprise des fondations issues du passé : la révolution comme une aventure !

A l'inverse, d'autres députés refusent ce poids d'une histoire convenue et dénoncent cette anglomanie qu'ils assimilent à un enferment aveugle et dangereux pour un pays en pleine révolution. Et même certains conservateurs qui en appellent très régulièrement à l'exemple britannique, comme l'abbé Maury, peuvent, à l'occasion, aussi décider, sur certains points, de s'en éloigner. Car ce recours référentiel aux institutions ou à l'expérience « anglaise » ne fait en effet pas non plus l'unanimité. Il peut même être déploré, ce qui atteste cependant de son importance. Ainsi Louis-Marie de La Reveillère-Lépeaux, avocat et député du Tiers Etat de l'Anjou, dans son discours sur le principe de désignation des juges par le peuple regrette l'« automatisme » qui pousse les députés à se référer continuellement à l'Angleterre : « On cherchera sans doute des exemples, on citera l'Angleterre. Dès mon enfance, j'ai entendu prononcer ce mot, l'Angleterre, avec délices ; ce sentiment s'est accru avec les années⁴⁴ ». A l'opposé, l'orateur exalte la supériorité de la raison innovante sur la soumission à l'exemple et insiste sur la nécessité de réfléchir à la meilleure façon d'offrir à la France une organisation des pouvoirs qui garantisse la conservation des libertés de chacun plutôt que de simplement imiter un modèle dont on connaît les limites et les faiblesses. Quoique non simplement anglophobe, le rejet qu'exprime La Reveillère est donc essentiellement dirigé contre une utilisation jugée abusive ou erronée de la référence à l'Angleterre : ce sont les modalités d'usage de la référence plus que la référence en elle-même, qui est ici la cible de ses critiques.

D'autant qu'en effet, régulièrement, les laudateurs de l'Angleterre affirment la supériorité de l'exemple sur la prétention à l'invention théorique surtout lorsque l'on aborde des sujets où la suprématie anglaise semble être universellement reconnue, comme l'économie, la finance, le commerce ou encore la marine. Les députés voient ainsi dans le commerce anglais les raisons de la prospérité du pays et rejettent les arguments de ceux qui ne veulent pas s'en inspirer. Pierre-Victor Malouet, encore, rappelle ainsi à ses collègues que « les exemples de l'Angleterre, de la Hollande, leurs institutions navales doivent avoir pour vous plus d'autorité que les discours de vos orateurs⁴⁵ ». Le statut positif de « preuve » accordé à l'exemple britannique est-il uniquement l'apanage des députés conservateurs ? Non. Au contraire, la référence à l'Angleterre prend également souvent valeur de contre-exemple. L'Angleterre alimente alors une rhétorique d'opposition, devenant la mère de tous les abus, de tous les vices en plus de constituer une véritable menace pour la France.

⁴² Lally-Tollendal, 10 août 1789, *A.P.*, Tome VIII, p. 458.

⁴³ Voir pour l'approche la plus récente, I. Haywood et J. Seed (dirs.), *The Gordon Riots. Politics, Culture and Insurrection in Late Eighteenth-Century Britain* (Cambridge : Cambridge University Press, 2012).

⁴⁴ La Reveillère-Lépeaux, 5 mai 1789, *A.P.*, Tome XV, p. 391.

⁴⁵ Malouet, 14 avril 1791, *A. P.*, Tome XXV p. 90

Dominique de La Rochefoucauld⁴⁶, noble dit « libéral » dénonce ainsi la corruption, lorsqu'il met en garde l'Assemblée contre les dangers de l'établissement d'une banque nationale qui pourrait être utilisée à de telles fins : « Notre liberté politique serait même bientôt en péril ; rappelez-vous, Messieurs, l'exemple de Robert Walpole : c'est lui qui le premier essaya dans le parlement britannique ce système de corruption dont ses successeurs ont encore plus profité que lui [...] »⁴⁷ De même en 1791, lorsque Maximilien Robespierre, bientôt qualifié de « démocrate », s'appuie sur l'exemple négatif de l'Angleterre : dans une discussion sur la possibilité de cumuler les fonctions de député et de ministre, il déclare : « Je prends pour exemple ce qui se passe en Angleterre, surtout depuis la moitié du règne actuel, et surtout depuis le ministère Pitt. Qui-est-ce qui ignore que Monsieur Pitt est reçu dans la Chambre des communes ? Et tout le monde sait qu'il y a une majorité constante. Eh bien, Messieurs, ne craignez-vous pas que dans l'Assemblée nationale, un Pitt obtienne la même influence et entraîne la nation dans le même danger ? »⁴⁸.

Comme on le voit, malgré l'antagonisme apparent des points de vue exprimés, les députés ont recours à des pratiques discursives semblables fondées sur l'exploitation du modèle anglais (ou états-uniens⁴⁷ dans une moindre mesure) transformé en argumentaire apparemment irrécusable. Cette prétendue preuve par l'exemple d'ailleurs utilisée à charge comme à décharge et servant à affirmer ou à infirmer une proposition, véhiculant, selon l'utilisation qu'en fait l'orateur, une appréciation positive comme négative du régime d'outre-Manche, relève en réalité d'une dramaturgie politique dont les acteurs sont les députés eux-mêmes. Leur attitude vis-à-vis du recours à l'exemple anglais est davantage façonnée par la nature des questions abordées et par l'évolution du contexte révolutionnaire intérieur que par d'éventuels clivages culturels antérieurs. Pour le dire autrement, malgré quelques invariants, la perception du mode d'organisation politique anglais est complexe, influencée par de multiples facteurs souvent contradictoires et qu'il n'existe que peu d'opinions finalement figées à son égard.

III. Les références économiques et financières

Dans cette dernière partie, j'ai choisi plutôt que de résumer schématiquement la variété des axes autour desquels se déploient les références à l'Angleterre, de m'arrêter sur un exemple particulier, celui de l'économie et des finances. Mais, je rappellerai qu'hormis la question religieuse à peu près jamais évoquée, c'est pratiquement l'ensemble du discours français en révolution qui est affecté par le recours répétitif à l'exemple britannique. L'Angleterre possède dans ces débats franco-français un statut particulier, sa singularité reposant sur une utilisation polyphonique adaptée à tous les types de discussions. La référence à l'Angleterre apparaît donc comme un topos inévitable, nourrissant craintes et envies, dans des domaines aussi variés que les finances publiques, le commerce, l'organisation des pouvoirs⁴⁸, la réforme judiciaire, sans même retenir l'évocation directe de l'histoire anglaise depuis Cromwell, et de l'évolution de ses lois ou de son système politique. Devant cette utilisation régulière et abondante, un député, le 16 avril 1791, peut d'ailleurs remarquer avec franchise : « On nous a souvent ici parlé des Anglais, de leurs lois, de leurs mœurs, de leurs usages. Or, il me semble que l'on peut en parler encore,

⁴⁶ Voir sa notice dans Edna Hindie Lemay, *Dictionnaire des Constituants, op. cit.*, Tome 2, pp. 529-533.

⁴⁷ La Rochefoucauld, annexe du 18 décembre 1789, *A. P.*, Tome X p. 674.

⁴⁸ Robespierre, 15 août 1791, *A. P.*, Tome XXIX p. 446.

⁴⁷ Edna Hindie Lemay, « Les modèles anglais et américains à l'Assemblée Constituante » in *Transactions of the 5th International Congress on the Enlightenment (Pise, 1979), Studies on Voltaire and the Eighteenth Century*, 191, (Oxford : Voltaire Foundation, 1980), pp. 872-884.

⁴⁸ Voir Gabriel Bonno, *La constitution britannique devant l'opinion française de Montesquieu à Bonaparte* (Genève : Slatkine reprints, 1970 ; 1^{re} édition, Paris, H. Champion, 1932).

quand il s'agit de la Marine...⁴⁹ ». Nous pourrions multiplier les exemples qui font de l'histoire contemporaine et passée de l'Angleterre, une sorte de phare dont la lumière est tenue, selon la sensibilité des députés, pour aveuglante ou éclairante, édifiante ou accablante.

Dans le domaine économique et financier, les discussions autour du projet de Necker de transformer la Caisse d'escompte en Banque nationale, sur le modèle de la Banque d'Angleterre, sont à l'origine de débats animés. D'autres discussions faisant références au modèle anglais de gestion des finances ont également lieu entre septembre 1790 et mai 1791 et se concentrent sur la question de la liquidation de la dette publique, la création et la forme des « assignats », la réforme de la gabelle, la contribution foncière ou encore l'impôt sur le tabac. Toutefois, c'est le commerce et la prospérité anglaise qui nourrissent, dans le domaine économique, l'imaginaire des députés français. Un peu à la manière de Voltaire dans ses *Lettres Philosophiques*, la plupart des membres libéraux avant la lettre de l'Assemblée, tiennent que le commerce qui a enrichi l'Angleterre, a également contribué « à rendre libres » les Anglais, et c'est « précisément cette liberté qui a favorisé le commerce à son tour ; de là s'est ensuite formée la grandeur de l'Etat. C'est le commerce qui a établi peu à peu les forces navales par qui les Anglais sont les maîtres du monde⁵⁰ ». Si l'agriculture et l'industrie britanniques fascinent les députés et leur font souvent prendre en exemple la réussite anglaise en ces domaines, il n'en reste pas moins que le commerce anglais, aussi fascinant qu'il soit, est également perçu comme une menace par les députés français. Ainsi, François-Pascal Delattre l'ainé, député et négociant du nord de la France, dans un rapport (non prononcé) sur la navigation, mais imprimé par ordre de l'Assemblée en septembre 1791, rappelle la force et la puissance commerciale de l'Angleterre étendue sur toutes les mers du monde et soutenue par un Etat protectionniste, « dès lors ses matelots sont devenus l'objet de ses plus douces attentions : elle a multiplié ses ports, ses chantiers, ses arsenaux ; elle les a fournis de tout ce qui pouvait favoriser les constructions et aider la navigation : faveurs, primes, encouragements, feux, tonnes, balises, secours de toutes espèces, tout a été prodigué⁵¹ ». Pour sa part, La Rochefoucauld-Liancourt, un autre de ses députés nobles libéraux, dans son *Opinion sur l'administration des colonies*, associe le commerce de l'Angleterre, « qu'elle étend tous les jours », aux succès de ses « manufactures », qui « sont à un tel point d'activité et de perfection, qu'elle sous vend toutes les manufactures de l'Europe du même genre que les siennes⁵² ». Mais au-delà de la fascination pour la réussite anglaise, pointent évidemment chez les députés français, des sentiments d'hostilité, de jalousie voire d'amertume qui reposent sur la conviction que les règles d'un commerce libre ne sont pas toujours respectées par les britanniques et que, si elles le sont, elles avantagent toujours l'Angleterre. Toutefois, cette constatation se double également de réflexions et de critiques sur l'état économique réel de la France confrontée à la concurrence anglaise, en énonçant les moyens d'y remédier. Ainsi, Joseph Dupré⁵³, négociant-fabricant et partisan du protectionnisme dans l'intérêt de l'industrie française, s'insurge dans son rapport (*Moyens d'exciter l'industrie et de détruire la mendicité*) contre le dépérissement de l'industrie nationale française, activité principale pouvant donner du travail à tous, et prend l'exemple de l'Angleterre, de ses manufactures et de la « supériorité décidée que les Anglais ont obtenu sur nous dans tous les arts mécaniques⁵⁴ ». L'abbé

⁴⁹ Anonyme, 16 avril 1791, *A. P.*, Tome XXV, p. 147.

⁵⁰ Voltaire, *Lettres philosophiques* (Paris, 1734 ; rééd. Paris : Bordas, 1988), p. 88.

⁵¹ Delattre, 22 septembre 1791, *A.P.*, Tome XXXI, pp. 203-204.

⁵² La Rochefoucauld-Liancourt, 24 septembre 1791, *A.P.*, Tome XXXI, p. 293.

⁵³ Il deviendra ensuite maire de Carcassonne mais, accusé de modérantisme, sera obligé de se cacher sous la Terreur. Il sera plus tard membre du conseil supérieur du commerce et fabricant de draps. Voir sa notice dans Edna Hindie Lemay, *Dictionnaire des Constituants, op. cit.*, Tome 1, pp. 319-320.

⁵⁴ Dupré, 27 octobre 1790, *A.P.*, Tome XX, p. 63.

Maury, chantre de la droite monarchique, dans un discours prononcé le 1^{er} avril 1790, critique le commerce français et s'interroge sur « qui sommes-nous pour donner à ce peuple [anglais] des leçons de sagesse ? Nous, dont les besoins sont frivoles, dont le commerce est voué au luxe, objet de corruption, surtout pour cette capitale : nous qui ne sommes que les agents des anglais en Inde ; nous qui leur apprendrons peut-être le secret de rendre un Etat florissant ? Il est bon de vous observer que l'Angleterre retire de l'Inde 320 millions de revenus actuels⁵⁵ ».

Comme on le voit, la référence à l'Angleterre est utilisée à plusieurs niveaux, à la fois pour promouvoir un but à atteindre, mais contradictoirement comme un appel à s'en méfier, les vertus du modèle anglais si souvent citées, ne faisant visiblement pas l'unanimité auprès des députés français. En cela, on retrouve le double effet de cette anglomanie/anglophobie, qui caractérise cette fin de siècle en France. Car la rivalité avec l'Angleterre si elle fut militaire, restait encore largement commerciale. Le thème de la cupidité s'il est associé au « marchand anglais » dans les images du temps notamment, est également rapporté à un vice générique de l'Angleterre elle-même. Ainsi, François-Louis Legrand-Boislandry⁵⁶, un autre négociant en étoffes installé à Versailles depuis 1785 et proche sous l'Ancien Régime des milieux drapiers britanniques, lors de l'important débat sur les droits douaniers d'entrée et de sortie du royaume, qui débute fin novembre 1790 et se prolongera jusqu'au mois de février 1791, évoque-t-il le traité de commerce de 1786 en dénonçant « la cupidité des marchands anglais » et ses conséquences. « Ils ont été obligés » affirme-t-il « de vendre leurs marchandises à trente et quarante pour cent de perte, pour s'en défaire. Des ventes forcées ainsi à des prix avilis ont été préjudiciables à nos manufactures qui ne pouvaient supporter une concurrence aussi inégale⁵⁷ ». L'inégalité du traité de 1786⁵⁸ et la « vente à perte », condamnée par l'ensemble des députés et de l'opinion publique, deviennent des topos habituels des discussions relatives au commerce. Les députés dénoncent le recours à ces pratiques considérées comme iniques et déloyales. Associées à la puissance industrielle et agricole de l'Angleterre, elles ont permis à la « perfide Albion », de tisser un réseau de relations commerciales dont elle seule tire profit. Ainsi, lors d'un rapport sur le renchérissement des denrées coloniales, Georges Caminet, négociant lyonnais élu à l'Assemblée législative, résume le sentiment des députés français quant à la politique commerciale anglaise : « L'Angleterre [...] a toujours en vue le double projet de favoriser ses propres fabriques et de détruire celles des autres pays⁵⁹ ». Evoquant les primes accordées à l'exportation de certains produits, et notamment des sucres raffinés, l'orateur met encore en garde ses collègues contre le danger d'une éventuelle suppression des droits d'entrée douaniers sur ces denrées :

Et qu'on ne croit pas qu'il soit chimérique de penser que, si nous supprimions notre droit d'entrée sur les sucres raffinés, l'Angleterre pourrait élever sa prime de sortie sur les mêmes sucres : on a vu cette nation faire de bien plus grands sacrifices pour son commerce. On l'a vu, après cette longue et folle guerre contre les États-Unis, déterminer les propriétaires de marchandises anglaises, vainement étalées dans les marchés du nouveau continent, à les donner à des prix extrêmement bas, en indemnisant ces propriétaires de la perte qui en résultait.⁶⁰

⁵⁵ Maury, 1^{er} avril 1790, *A.P.*, Tome XII, pp. 514-515.

⁵⁶ Voir E.-B. Dubern, « Boislandry, député aux Etats-Généraux de 1789 » in *Annales Historiques de la Révolution française*, 1938, pp. 343-359.

⁵⁷ Boislandry, 30 novembre 1790, *A.P.*, Tome XXI, p. 145.

⁵⁸ L'abbé Maury évoque ainsi le 15 novembre 1790 un « traité désastreux » ; Malouet, le 17 mai de la même année, dénonce, quant à lui, les conséquences d'un accord qui « a soumis l'industrie nationale à un tribut aussi honteux qu'il nous est préjudiciable ». Voir *A.P.*, Tome XX, p. 454 et Tome XV, p. 536.

⁵⁹ Caminet, 24 janvier 1792, *A.P.*, Tome XXXVII, p. 613.

⁶⁰ *Ibid.*

Ici, comme dans le discours de Boislandry à la Constituante citée plus haut, Caminet évoque les pratiques commerciales par lesquelles l'Angleterre supprime toute référence possible à l'idée de concurrence loyale. Par ailleurs, le député met aussi l'accent sur la persistance de l'hostilité entre les deux nations. La politique anglaise serait, selon lui, essentiellement motivée par la volonté d'affaiblir le royaume de France : « [...] et cela dans l'unique but d'écarter la concurrence de la France et de rester, comme auparavant, en possession d'approvisionner seule les marchés américains, ce en quoi elle n'a que malheureusement trop réussi⁶¹ ».

Outre, la dénonciation des pratiques commerciales anglaises, notamment vis-à-vis de la concurrence, coutumes considérées comme dominatrices, vis-à-vis de la France notamment, donnent également lieu à de vives critiques dans l'Assemblée. Une fois de plus, les craintes exposées par les députés sont partagées dans la mesure où la puissance maritime suscite tout autant l'admiration que la peur dans une grande partie des assemblées françaises. Car si la réussite commerciale de l'Angleterre est indéniable, si son commerce est florissant, la prospérité anglaise est le fruit d'une politique « monopoliste » dans l'intention qui l'anime, ce que condamnent les députés, car elle affaiblit la France et contraste avec les principes d'humanité et de fraternité qui, eux, inspirent l'Assemblée. De même, la domination anglaise sur son vaste empire colonial est présentée comme une atteinte permanente aux droits de l'homme, tout comme sa domination exercée sur l'Irlande vassale qui bénéficie de la sympathie de la majorité de l'Assemblée, probablement en raison du catholicisme romain qui y est la religion dominante. Lors d'une discussion sur le commerce des Indes, Gillet de la Jacqueminière, jusqu'à lors plutôt partisan du commerce libre, résume l'opinion d'une partie des représentants sur ces questions de domination et de monopole : « Si l'Angleterre a prospéré dans ce genre de commerce, c'est que la compagnie anglaise est souveraine, ou plutôt despote dans cette partie du monde ; c'est parce qu'elle y tient dans l'esclavage plus de vingt millions, sur lesquels elle lève annuellement plus de trente millions de contributions⁶² ». Ces discussions révèlent l'enracinement de l'anglophobie telle qu'elle a pu exister dans la deuxième partie du XVIII^e siècle en France dans certains cercles nobiliaires et diplomatiques et que la monarchie elle-même avait utilisée afin de justifier l'intervention française aux côtés des « Insurgents » américains. Il s'agissait ainsi, en soutenant les patriotes américains, de faire obstacle à la domination des mers du fait de la prépondérance anglaise en matière de marine de guerre. Inversant la destination d'une diatribe satirique souvent prononcée à l'encontre de la France et de Louis XIV en particulier, le comte de Custine, en mai 1790, dans un débat portant sur le droit de paix et de guerre, osa ainsi déclarer que la politique de l'Angleterre tendait « sans cesse à la *monarchie universelle*⁶³ ». L'abbé Maury développait un point de vue similaire en déclarant, à propos du pacte de famille unissant la France à l'Espagne : « La France ne saurait abandonner sa plus fidèle et sa plus solide alliée [...] Notre loyauté nous oblige, autant que notre intérêt, de ne point nous séparer de cette puissance qui serait évidemment compromise si elle était isolée, et dont la ruine rendrait l'Angleterre maîtresse de toutes les mers⁶⁴ ». Non, seulement la défaite espagnole accroîtrait la puissance anglaise, mais elle mettrait également en grand danger la France, contre laquelle la Grande-Bretagne pourrait ensuite retourner ses forces navales et militaires. L'intervention de Boisgelin de Cucé, à la longue expérience politique dans l'administration ira, le 21 mai 1790, dans le même sens⁶⁵. D'une certaine manière, l'archétype de ce type d'analyse se trouvait déjà chez Choiseul, lequel, dès 1761 dans son *Mémoire historique* se

⁶¹ *Ibid.*

⁶² Gillet de la Jacqueminière, 1^{er} avril 1790, *A.P.*, Tome XII, p. 513.

⁶³ Custine, 16 mai 1790, *A.P.*, Tome XV, p. 528.

⁶⁴ Maury, *A.P.*, 18 mai 1790, Tome XV, p. 565.

⁶⁵ Boisgelin, *A.P.*, 21 mai 1790, Tome XV, p. 636.

donnait pour but de faire le point des difficiles négociations avec l'Angleterre pour mettre fin à la guerre de Sept ans. Le ministre n'hésitait pas à infléchir le sens de l'histoire en accusant l'Angleterre d'avoir eu, dès 1755, la volonté « d'exciter une guerre générale contre la France et [...] de se flatter de renouveler la fameuse ligue formée contre Louis XIV » à seule fin de faire se lever en France une vague d'hostilité anti-anglaise⁶⁶.

Autour des discussions sur le commerce florissant anglais au début de la Révolution française, c'est bien sûr, la question de la rivalité militaire entre la France et l'Angleterre qui se développe à nouveau. Ainsi, François-Julien Michel Cadet, homme de loi, député d'Ille-et-Vilaine, au nom du comité de Marine, se fait le chantre, dans un discours prononcé en mai 1792, de la construction d'un nouveau port pour la marine de guerre sur la Manche, seul moyen, selon lui, de lutter efficacement contre les assauts anglais éventuels lors de la bataille navale dont on ressentait déjà l'imminence. Il rappelle qu'en 1692, « la France vit dans un seul jour, après le trop fameux combat de la Hougue, toutes ses forces navales dispersées, détruites et presque anéanties » et que lors de la guerre de Sept ans, les Anglais « brûlèrent tous les établissements de la ville de marine en dehors de la ville [Saint Malo], ou qui n'étaient pas placés sous la protection de ses batteries ». Il conclut que les anglais ont véritablement un empire absolu sur la Manche, qu'ils exercent « une domination sur nos côtes et qu'ils sont constamment en temps de guerre, le fléau de notre marine, de notre navigation, de notre commerce⁶⁷ ».

Comme on le voit, commerce et rivalité militaire sont largement associés dans l'esprit des députés, comme ils l'étaient d'ailleurs depuis le début du XVIII^e siècle, en particulier lors des périodes de tension entre les deux pays. Pourtant au début de la Révolution, au sein de l'Assemblée nationale, on entendit des paroles apaisantes vis-à-vis de l'Angleterre. Les représentants paraissent vouloir s'inspirer de la réussite anglaise, même si le commerce britannique est souvent l'objet de vives critiques et de réserves qui remontent aux effets jugés négatifs du traité de 1786. L'affaire du *Nootka Sound*, puis les débats engagés en France autour de la guerre et de la paix, puis ceux qui feront suite à la déclaration de guerre d'avril 1792 à l'Europe des têtes couronnées de l'Europe continentale, toutes ces discussions prédisent un conflit que l'on suppose inévitable avec l'Angleterre, et transforme peu à peu la rivalité commerciale en rivalité navale, puis militaire, les deux répondant en fin de compte à des motivations identiques. En prenant la défense de l'Espagne en 1790, le « légitimiste » Jacques-Antoine-Marie de Cazalès et futur émigré à Coblenze, déclarait ainsi que si l'Assemblée ne prêtait pas secours à cette dernière, l'Angleterre après avoir défait son ennemi espagnol, attaquerait la France⁶⁸. Pour beaucoup de députés, au-delà de leurs convictions philosophiques ou politiques, il s'agissait pour la plupart, à la suite d'un mouvement initial de sympathie pour le réformisme anglais, de ressusciter ou de maintenir un courant anglophobe dont les racines sortaient en réalité renforcées depuis au moins le milieu du siècle. Ces sentiments hérités d'anglophobie chez les députés se coulent dans la réalité des rapports entre révolution et contre-révolution et se réactualisent dans le contexte politique et diplomatique d'après 1792. Les principes de souveraineté générale, de droit des peuples à l'exercice de leur souveraineté nationale

⁶⁶ Etienne François de Choiseul, *Mémoire historique sur la négociation de la France et de l'Angleterre depuis le 26 mars 1761 jusqu'au 20 septembre de la même année...* (Paris, 1761), p. 4. Sur cet ouvrage, voir la communication d'Edmond Dziembowski, « Les négociations franco-britanniques de 1761 devant le tribunal de l'opinion : le Duc de Choiseul et la publicité de la diplomatie française » dans Jean-Pierre Jessenne, Renaud Morieux et Pascal Dupuy (éds), *Le négoce de la paix*, *op. cit.*, p. 50.

⁶⁷ Michel, *A. P.*, 31 mai 1792, Tome XLIV, pp. 366-68.

⁶⁸ Cazalès, 21 mai 1790, *A.P.*, tome XV, p. 640.

s'accordaient assez mal avec « l'impérialisme » politico-naval et la domination commerciale de l'Angleterre.